



## Comité national SEPA

Au cours de la réunion du 10 juin 2011, le Comité national SEPA a examiné l'état d'avancement de la migration SEPA en France en regard des dates butoirs européennes de fin de migration en cours d'adoption par le Conseil et le Parlement européen.

Le Comité a constaté qu'environ 16 % des virements en France sont effectués au format SEPA alors que l'achèvement de la migration devrait intervenir à l'horizon 2013. La migration française est tirée par la montée en puissance des administrations qui sera entièrement terminée en 2012, sphère sociale incluse. En revanche, la migration des entreprises demeure très en retrait et nécessite dès à présent une prise de conscience collective. Le Comité national SEPA appelle les entreprises à intensifier leurs efforts pour respecter les dates butoirs européennes et met en place un plan de communication à leur intention, avec la tenue d'un colloque le 9 novembre 2011.

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Présidence de la BCE

Lors du Conseil européen du 24 juin 2011, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne ont nommé Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne, en remplacement de Jean-Claude Trichet, à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2011.

### Renforcement des droits des consommateurs européens

Le Parlement européen a adopté le 23 juin 2011 la nouvelle directive européenne sur les droits des consommateurs. Les 10 principales dispositions concernent notamment la suppression des frais et redevances cachés sur Internet, la transparence accrue des prix, un délai de rétractation de 14 jours au lieu de 7 jours actuellement, un formulaire de rétractation valable sur tout le territoire de l'Union, la suppression des suppléments facturés pour l'usage de cartes de crédit et de lignes téléphoniques spéciales. Le texte devra être transposé dans les droits nationaux avant la fin de l'année 2013.

### Relations banques-clients

La Fédération bancaire française (FBF) a présenté deux nouvelles mesures visant à améliorer les relations des banques avec leurs clients « particuliers » dans le cadre des dispositions annoncées à la suite du rapport Pauget-Constans. Dès le 1<sup>er</sup> juillet 2011, le total des frais bancaires ainsi que le plafond de l'autorisation de découvert figureront sur les relevés de compte. Une version aménagée de la gamme de moyens de paiement alternatifs au chèque sera proposée aux clientèles les plus fragiles intégrant de nouveaux services. Les frais d'incidents seront plafonnés de même que le nombre d'incidents par jour et/ou par mois pour éviter des effets cumulatifs excessifs et un système d'alertes sur le niveau du solde du compte sera mis en place.

### Dossier législatif

#### 1 - Guyane et Martinique

L'Assemblée nationale a modifié en première lecture les 28 et 29 juin 2011 :

- le projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution ;
- le projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.

Les textes définitifs seront adoptés par une commission mixte parlementaire.

#### 2 – logement outre-mer

- la loi n° 2011-725 du 23 juin 2011 portant dispositions particulières relatives aux quartiers d'habitat informel et à la lutte contre l'habitat indigne dans les départements et régions d'outre-mer a été publié au Journal Officiel de la République du 26 juin 2011.
- l'Assemblée nationale a adopté le 10 juin 2011 un amendement gouvernemental au Projet de loi de finances rectificative pour 2011 établissant un plafonnement spécifique pour les investissements en logement social outre-mer, les exonérant du « coup de rabot » sur les avantages fiscaux.

### Publications

#### 1 – Banque de France

Le rapport annuel 2010 et la Lettre introductive sont disponibles en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/publications/revues/rapport-banque-de-france/htm/rapport-annuel-2010-banque-de-france.asp>

#### 2 - Observatoire de l'épargne réglementée

Le rapport 2010 est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/fr/instit/observatoire/observatoire-epargne-reglementee.htm>

### Publications IEDOM

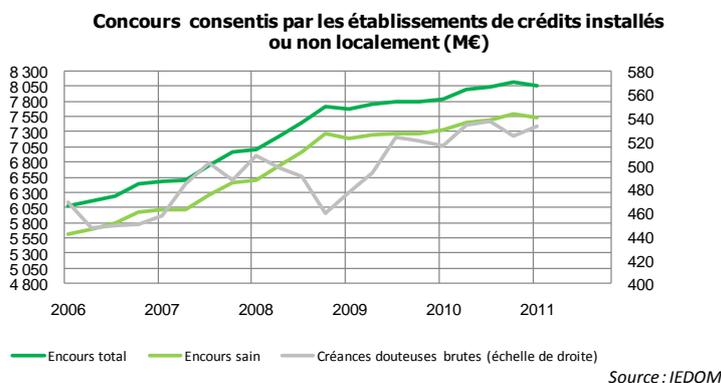
A l'occasion de la sortie des rapports annuels de l'IEDOM et de l'IEOM au titre de l'exercice 2010, M. Nicolas de Seze, directeur général des Instituts a présenté une synthèse des principales évolutions des économies ultramarines ainsi que la conjoncture outre-mer au premier trimestre 2011 lors d'une conférence de presse organisée le 28 juin 2011 au siège des Instituts d'émission à Paris.

Le rapport annuel et les monographies géographiques de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de La Réunion, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon sont disponibles sur notre site Internet [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr). Celles relatives à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin seront diffusées en septembre 2011.

# ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

## Financement de l'économie : Ralentissement des encours de crédit au premier trimestre 2011

L'amélioration de l'environnement économique observée au cours de l'année 2010 ne s'est pas poursuivie au cours du premier trimestre 2011, en raison notamment d'une succession de conflits sociaux qui ont affecté la bonne marche de l'économie. Au 31 mars 2011, le total des passifs financiers **de l'ensemble des établissements de crédit (installés ou non localement)**, s'affiche à **8 milliards d'euros** (- 0,7 % sur le trimestre, + 2,9 % sur un an). L'encours sain (7,5 milliards d'euros) suit la même tendance (- 0,9 % sur le trimestre après + 1,3 % le trimestre précédent; + 2,8 % sur l'année).



L'encours en faveur des entreprises (3,2 milliards d'euros) baisse de 2 %, après + 0,6 %, et se stabilise sur l'année. Les crédits d'exploitation (383 millions d'euros) retrouvent un plus bas historique (- 21,1 % ; - 4 % sur l'année) alors que, les crédits d'investissements (1,7 milliard d'euros) restent stables (+ 0,2 % ; + 2,3 % sur un an). Les concours en faveur des ménages marquent le pas. L'encours se stabilise (après + 2,4 % au trimestre précédent), traduisant un essoufflement des crédits à l'habitat (+ 0,5 % après + 3,3 %). L'encours des crédits à la consommation (901 millions d'euros) diminue de 1,2 %, tandis que les comptes ordinaires débiteurs se dégradent (+ 7 % après - 8,3 %) en lien avec les difficultés financières des ménages.

Après le repli observé au quatrième trimestre 2010, les créances douteuses brutes sont en progression au premier trimestre 2011 (+ 1,6 % ; + 3,4 % sur un an).

## « Tendances conjoncturelles » : une nouvelle publication trimestrielle de l'IEDOM

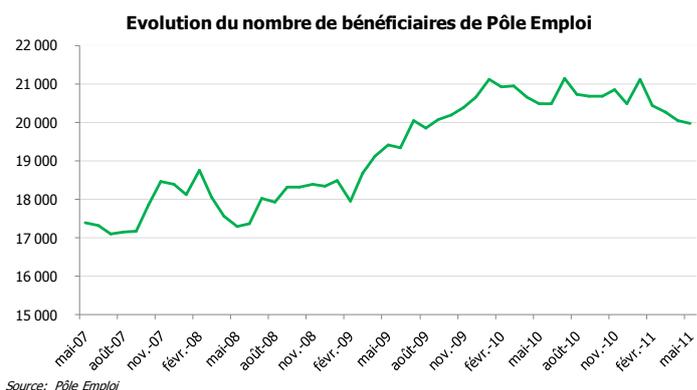
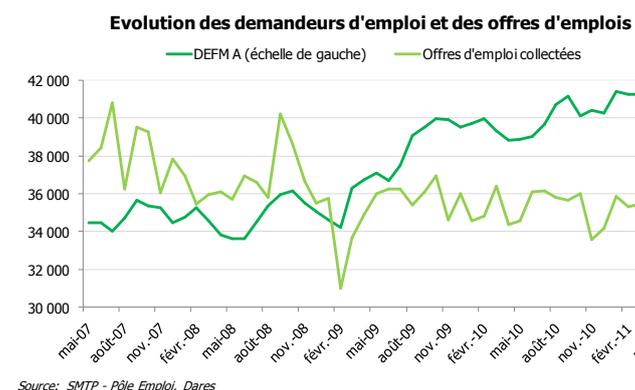
L'IEDOM Martinique a publié le premier numéro de la nouvelle publication trimestrielle de l'IEDOM, « **Tendances conjoncturelles** », qui analyse la conjoncture économique de la Martinique.

Présentée sous la forme d'une note expresse (4 pages), « **Tendances conjoncturelles** » remplace désormais la synthèse du bulletin trimestriel de conjoncture économique. Les annexes statistiques sont également disponibles en téléchargement sur notre site internet : [http://www.iedom.fr/IMG/pdf/tendances\\_conjoncturelles\\_annexes\\_statistiques\\_1t2011\\_martinique.pdf](http://www.iedom.fr/IMG/pdf/tendances_conjoncturelles_annexes_statistiques_1t2011_martinique.pdf) .

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### Emploi : un marché de l'emploi toujours tendu ...

A fin mai 2011, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'élève à 41 110, soit une hausse de 5,8 % sur un an (+0,7 % sur un mois). L'indicateur de chômage gagne ainsi 1,2 point sur un an pour s'établir à 24,9 %. En revanche, le nombre d'allocataires de Pôle Emploi enregistre une baisse de 2,5 % sur un an pour atteindre 19 976.



## ... en dépit de la progression des offres d'emplois

Parallèlement, en mai 2011, 4 630 offres d'emplois ont été collectées, soit une hausse de 12,4 % sur un an. Cette progression peut être rapprochée des projets de recrutement formulés par les entreprises au cours de l'enquête de Pôle Emploi sur les besoins de main d'œuvre, entre novembre 2010 et janvier 2011. Ainsi, 20,4 % établissements, soit près de 3 100 employeurs envisagent de procéder à des recrutements en 2011 à hauteur de 8 770 projets d'embauche. Ces derniers devraient s'effectuer essentiellement au sein du secteur des services (66 %) et de la construction (13 %). L'industrie agroalimentaire et l'agriculture, le commerce et l'industrie manufacturière représentent respectivement 9 % ; 8 % et 4 % des intentions d'embauches.

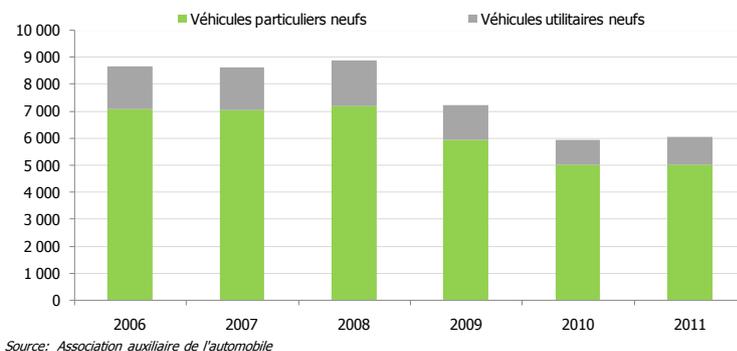
## Marché automobile : amélioration des ventes

A fin juin 2011, 6 042 véhicules neufs ont été immatriculés dans le département, contre 5 934 à fin juin 2010, soit +1,8 % sur un an. Ce redressement tient essentiellement à la progression des ventes de véhicules utilitaires (+12,7 % sur un an), tandis que les ventes de véhicules particuliers restent stables sur la période (-0,2 %)

Le marché de véhicules de tourisme reste dominé par les modèles diésels 61,4 %. Par ailleurs, les marques étrangères prédominent en dépit de la stabilité des ventes (+0,6 % sur un an). En revanche, les ventes de véhicules de marques françaises se replient de 1,4 % sur un an.

### Immatriculations de véhicules neufs à la Martinique

en cumul de janvier à juin



Source: Association auxiliaire de l'automobile

## ACTUALITE REGIONALE

### Produits pétroliers

Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers (décret du 8 novembre 2010), le prix des carburants routiers a été fixé, à compter du 1er juillet à : 1,47€/L pour le super sans plomb (- 5 centimes par rapport à juin) et 1,23€/L pour le gasoil (+ 2 cts). Le prix de la bouteille de gaz diminue de 37 centimes, à 23,87€.

### Convention de gestion avec le Conseil Général

Une convention de gestion a été signée, le 22 juin entre le Conseil Général et les trois missions locales du Centre, du Nord et du Sud. Cette convention permet de financer des projets d'insertion des jeunes grâce à un budget de 270 000 euros pour le Fonds Départemental D'Aides aux Jeunes (FAJ). Ce budget est réparti au prorata des populations desservies par chacune des missions locales.

### Adoption du projet de Loi sur la Collectivité Unique en Martinique

Le projet de loi relatif à la collectivité unique de Martinique a été adopté, le 29 juin, à l'Assemblée Nationale. La collectivité unique sera composée d'une assemblée qui comptera 51 conseillers territoriaux, élus pour six ans. Les élections auront lieu en mars 2014.

### Fonds européens

Le comité de pilotage stratégique des programmes opérationnels s'est tenu le 24 juin dernier au Conseil Régional et a permis la validation de 58 nouveaux projets, pour une valeur totale de 16,2 millions d'euros de fonds européens, dans le cadre de la programmation 2007-2013. Ces projets concernent notamment les transports publics (TCSP) et la rénovation des stations d'épuration.

## INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mai 2011	126,5	+0,1 %	+3,3 %
<b>Chômage</b> (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. Active : 165 370)	- mai 2011 - mai 2011	41 110 24,9 %	+0,7 %	+5,8 % +1,2 point
<b>Allocation Chômage</b> (source : Pôle Emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle Emploi	- mai 2011	19 976	-0,4 %	-2,5 %
<b>RMI</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2010	28 843	-0,2 %	+0,7 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel:	- avril 2011 - avril 2011	203,0 15,3 7,5 %	-23,0 % -60,3 % -	-7,7 % -51,0 % -6,7 points
<b>Grande distribution</b> (source : DRCCRF)	Chiffre d'affaires (millions d'euros) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- mai 2011 - mai 2011	41,5 204,6	+1,5 %	+3,3 % +4,3 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires Retrait de cartes bleues (cumul)	- mai 2011 - mai 2011	17 737 5 108	-0,1 % -	-5,5 % -9,4 %

## LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers	- avril 2011 - cumul annuel	140 569 566 850	-4,8 %	+11,2 % +4,2 %
<b>Trafic Maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mai 2011 - cumul annuel	0 19 614	ns -	nd -65,0 %
<b>Construction</b> (source : Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mai 2011 - cumul annuel	20 394 83 821	+23,6 %	+21,0% +1,7 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN) Véhicules utilitaires neufs (VUN) Cumul annuel (VPN + VUN)	- juin 2011 - juin 2011	830 183 6 042	-10,9 % +2,8 % -	-13,5 % +38,6 % +1,8 %

# PRINCIPAUX TAUX D'INTERET ET DE CHANGE

## Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,50%	13/07/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,25%	13/07/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/07/2011

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)				
ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

\* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2011)			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,6483%	1,0016%	1,0230%	1,1330%	1,2780%	1,4870%	1,7480%	2,1440%

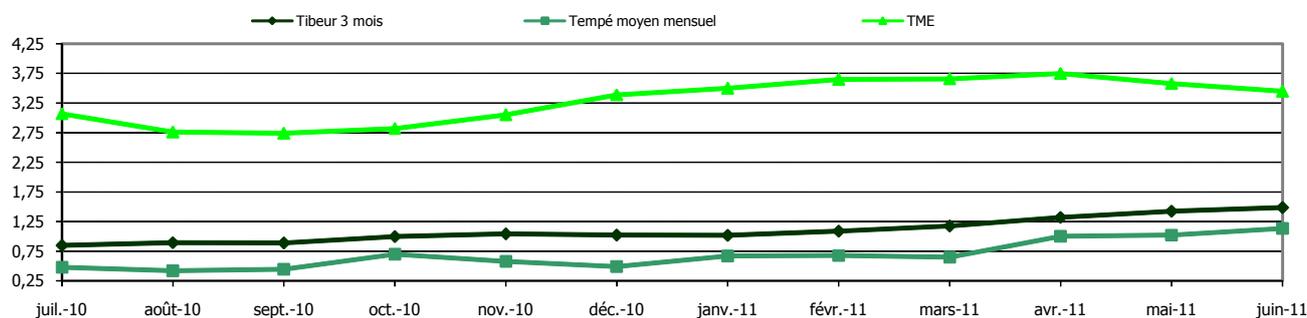
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
3,66%	3,75%	3,58%	3,45%	3,86%	3,95%	3,78%	3,65%

## Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>		Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 6 000 € et prêts viagers hypothécaires
Prêts à taux fixe	5,97%	17,49%
Prêts à taux variable	5,33%	Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 6 000 €
Prêts relais	6,07%	9,34%
<b>Autres prêts</b>		<b>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €	21,41%	Seuils de l'usure
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 € et prêts viagers hypothécaires	19,37%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1 524 € et < ou = à 3 000 €	11,22%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > 3 000 € et < ou = à 6 000 € et prêts viagers hypothécaires	18,61%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 3 000 € et < ou = à 6 000 €	10,46%	Découverts en compte (1)
		13,88%
		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans
		6,00%
		<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>
		Seuils de l'usure
		Découverts en compte (1)
		13,88%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

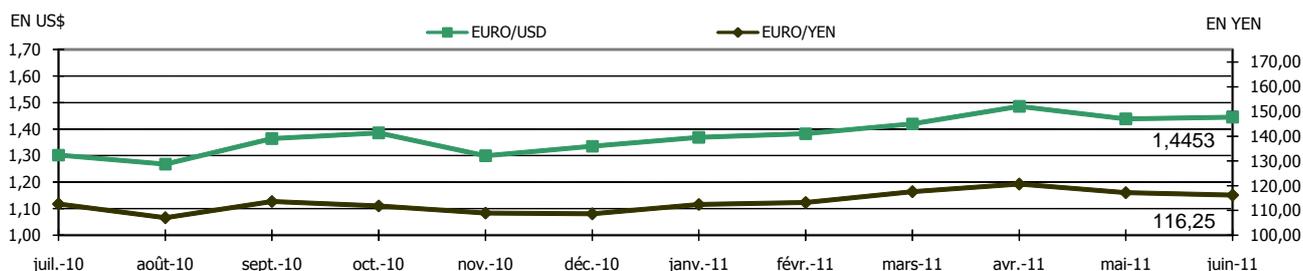
## Taux des marchés monétaires et obligataires



## Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4453	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,8569	EURO/SRD (Surinam)	4,78570
EURO/JPY (Japon)	116,2500	EURO/BWP (Botswana)	9,47840	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,59590
EURO/CAD (Canada)	1,3951	EURO/SCR (Seychelles)	17,7562	EURO/DOP (Rép. Dom.)	55,3469
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,90250	EURO/MUR (Maurice)	40,6056	EURO/BBD (La Barbade)	2,90040
EURO/SGD (Singapour)	1,7761	EURO/BRL (Brésil)	2,2601	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,31000
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,2475	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,22810	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2835,1415	EURO/XCD (Dominique)	3,9155	EURO/FC (Comores)	491,96775

## Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



## Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	